



QUÊTE IDENTITAIRE ET REPLI COMMUNAUTAIRE

QUEST FOR IDENTITY AND WITHDRAWAL INTO A COMMUNITY

« Nous n'avons pas besoin de fraternités communautaires mais d'une fraternité universelle ».

Abdenour Bidar.
Philosophe et écrivain français.

RÉSUMÉ

Les causes qui poussent une partie de la jeunesse française vers le djihadisme seraient également liées à un sentiment de non-appartenance et une impasse identitaire confortées par un repli communautaire. « Si tant de candidats au djihad partent en Syrie, ce n'est ni pour des raisons politiques, ni pour des motivations religieuses. Ils partent en quête de quelque chose de moins tangible : une recherche d'identité, de sens, d'appartenance, de respect. Nous vivons dans une société plus atomisée qu'auparavant, à une époque où les institutions sociales traditionnelles laissent beaucoup de gens indifférents, où les considérations morales sont brouillées et les identités déformées... (...) Ce qui façonne le désengagement contemporain ce n'est pas la politique progressiste, mais la politique identitaire »(1).

Le populisme et l'islamisme radical seraient deux expressions d'une même quête identitaire vers l'espoir « d'une lutte contre un présent immoral et pour un avenir utopique ».(2)

MOTS-CLÉS

Quête identitaire, repli communautaire, mondialisation.

ABSTRACT

The causes that push some of the French youth to jihadism are also linked to a feeling of non-belonging and an identity impasse accompanied by a withdrawal into a community. "If so many jihad candidates go to Syria, it is not for political reasons, nor for religious motives. They leave in search of something less tangible: a search for identity, meaning, belonging, respect. We live in a more atomized society than before, at a time when traditional social institutions leave many people indifferent, where moral considerations are blurred and identities distorted... (...) What shapes contemporary disengagement is not progressive politics, but identity politics".

Populism and radical Islamism are two expressions of the same quest for identity towards hope "of a struggle against an immoral present and for a utopian future".

KEYWORDS

Quest for identity, withdrawal into a community, globalization.

(1) K. Malik, « Quête identitaire », *Courrier international*, Hors-série, oct-nov déc. 2015, p. 63.

(2) K. Malik, « Quête identitaire », op. cit. p. 63.





INTRODUCTION

Lors des Assises nationales de la recherche stratégique,⁽³⁾ il a été observé par la majorité des intervenants⁽⁴⁾ que la mondialisation techno-économique avait créé une situation de déficit d'appartenance et de repli communautaire. Le déracinement aurait conduit à une sorte de contre-enracinement. Régis Debray, présent à ces Assises, observe avec un peu d'humour et par métaphore que « la propagation des usines Coca-cola dans le monde a conduit à une sorte de réflexe menant à un peu plus d'ayatollahs... ». Comme si, selon l'orateur, la mondialisation universelle travaillait sans le vouloir à la résurgence du fait religieux, spirituel et identitaire. Lors de ces Assises, la quasi-unanimité des intervenants a admis que la résurgence du fait religieux ou politique, allant parfois jusqu'au fanatisme, est considéré comme une défense immunitaire quasi physiologique contre la mondialisation, ses normes et ses standards universels. En outre, plus son contenu doctrinal s'estompe, plus il a besoin d'exhiber son imaginaire, comme si le désenchantement devenait le combustible du « feu sacré ».

UNE QUÊTE IDENTITAIRE

Les prêches radicaux trouvent un écho favorable auprès des jeunes en manque de repères car ils exacerbent leur sentiment identitaire et comblent leurs souffrances, surtout pour les jeunes d'origine immigrée. À ce propos Malek Boutih note : « les jeunes en difficulté et fragiles font bien partie des proies des recruteurs djihadistes qui exploitent leurs failles en leur offrant une nouvelle communauté et en répondant à leurs doutes d'individus en construction. Les psychologues qui ont suivi des jeunes radicalisés soulignent que beaucoup ont en commun des questionnements identitaires et des structures familiales défaillantes. Ils décrivent des jeunes sans pères ni repères en quête de sens et d'identité, ne se sentant pas appartenir à la communauté nationale, ayant connu des enfances difficiles, liées à l'absence de père, à la maltraitance parfois ».⁽⁵⁾

(3) Vème Assises nationales de la recherche stratégique, « Mondialisation, politique et religion. Affrontement et perspectives », organisées par le Conseil supérieur français de la recherche stratégique à Paris, École Militaire, 21 novembre 2014.

(4) Noms des intervenants : Alain Fuchs, président du CNRS, Régis Debray, écrivain, ancien haut fonctionnaire, Renaud Girard, grand reporter, Ghaleb Bencheikh, théologien et philosophe, Odon Vallet, historien des religions et des Civilisations, Antoine Sfeir, journaliste et politologue, Abdennour Bidar, philosophe spécialiste de l'Islam, Delphine Horvilleur, journaliste et femme rabbin, Gilles Kepel, professeur et islamologue, Daniel Sibony, psychanalyste.

(5) M. Boutih, op. cit., p. 31.

Emboîtant le pas aux réflexes identitaires, l'enclave communautaire apparaît comme leur corollaire dans le pays d'accueil. Avant, les croyants allaient vivre leur foi en terre Musulmane (Hijra). Mais, depuis les événements survenus en Syrie et l'afflux des départs pour ce pays, pour y faire le djihad, les autorités ont dû mettre en place des procédures de nature à contrarier les départs d'individus plus ou moins radicalisés. Certains, faute d'avoir pu partir, s'agrègent et se retrouvent dans le repli communautaire.

CONTRE-CULTURE ET RAP ENGAGÉ

À la montée du communautarisme, il convient d'ajouter des manifestations quotidiennes de rejet de la culture occidentale, de rejet du sentiment d'appartenance à la communauté française ou européenne. Il suffit d'écouter les paroles de certains groupes de rap engagés⁽⁶⁾, pour mesurer le degré de haine et d'agressivité ressenti.

Le « rap engagé » d'influence islamiste, constitue d'emblée une véritable contradiction voire une interrogation avec, d'un côté, son affichage consumériste, produit d'un « capitalisme débridé et ostensible » et, de l'autre, l'austérité et la psychorigidité salafiste.

Le discours véhiculé par certains textes de « rap engagé », contenant des propos de nature à entraîner une haine du pays d'accueil, une haine de l'autorité et des propos racistes, ne s'est pas traduit, pour le moment, par des comportements violents, bien que nous ne sachions pas exactement quelle est l'influence de ces textes sur des individus vulnérables, impulsifs et hypersensibles. La chanson intitulée « La France », du groupe Sniper, appelle ouvertement à la révolte.⁽⁷⁾ Si elle n'a pas conduit au passage à l'acte, comment est-elle reçue par des individus s'estimant lésés par la société ? Un extrait de la chanson en dit long sur l'état d'esprit qui domine ce genre musical minoritaire : « Je n'aime pas ce pays la France et le latin, son système, son baratin. La France est une garce et on s'est fait trahir (...). On nique la France sous une tendance de musique populaire. Les frères sont armés jusqu'aux dents, tous prêts à faire la guerre. (...). Faudrait changer les lois et pouvoir voir bientôt à l'Élysée des Arabes et noirs au pouvoir. Faut que ça pète ! Frère, je lance un appel, on est là pour tout niquer. La France aux Français, tant qu'y j'y serai, ça serait impossible. Leur laisser des traces et des séquelles avant de crever. Faut leur en faire baver, la seule chose qu'ils ont méritée. T'façon j'ai plus rien

(6) M. Cardet, *L'Effroyable imposture du rap*, Paris, Blanche Kontre Kulture, 2013.

(7) Groupe de rap *Sniper*, extrait de la chanson « La France ».



à perdre, j'aimerais les faire pendre. Mon seul souhait désormais est de nous voir les envahir. Ils canalisent la révolte pour éviter la guerre civile ».

Si le rap engagé ne semble pas avoir d'influence directe dans le basculement vers la radicalisation, ni dans le passage à l'acte criminel, le contenu de certains de ses messages alimente le sentiment victimaire et le sentiment « d'islamophobie », savamment développé par les commanditaires islamistes et leurs prêcheurs de haine. Dans un documentaire diffusé à l'Institut du monde Arabe, Kheira Maameri a donné la parole à ces rappeurs(8) : « Je voulais comprendre comment ces artistes qui ont fait le choix de la musique se débattaient avec les questions de l'islam » explique-t-elle. Ils se proclament Musulmans et rappeurs. Le rap en particulier, n'a pas échappé aux clichés de « racaille » véhiculés par ces mêmes médias » ajoute Kheira Maameri. Le rap engagé a donné naissance à ce que l'on nomme le « rap conscient ». Il se définit comme une forme artistique qui se veut distincte d'un rap purement consumériste. Le chanteur Médine, présent à la projection, comme l'ensemble des participants du film, incarne ce rap très engagé sur des combats civiques et politiques. « Le rap est un moyen parmi d'autres de faire reculer « l'islamophobie ». Mais au-delà de l'ancrage Musulman, il s'agit d'un engagement artistique et d'une exigence d'union contre toutes les formes de discriminations » dit-il au public. Pour atteindre cet objectif, Médine n'hésite pas à employer ce qu'il nomme la « provocation positive » destinée à créer le débat, avec des albums intitulés « 11 septembre » ou « récit du 11e jour ». « On veut, par la provocation, gueuler pour se faire entendre » confie le rappeur qui rejette néanmoins l'étiquette de prédicateur. « Je ne veux pas faire de prosélytisme » insiste-t-il.

Pourtant, cette forme de rap ne se réduit pas à un engagement strictement politique. Il est devenu pour ces artistes le moyen de clamer leur identité au monde. « Je ne suis pas Musulman d'un côté, et rappeur de l'autre. Je suis juste Hasan » déclare le rappeur américain Hasan Salaam qui définit les rappeurs Musulmans comme des artistes qui « reformulent leurs identités » en conciliant les normes islamiques à la culture musicale contemporaine, à la fois métissée et mondialisée.

Les rappeurs interviewés considèrent également leur musique comme une arme de résistance contre la stigmatisation de leurs coreligionnaires. Oscillant entre posture défensive et offensive, tous s'attachent à mettre l'accent sur le potentiel de paix et l'idéal de justice sociale dont l'Islam est porteur. Pourtant certaines de leurs chansons

(8) Film documentaire de K. Maameri, *Don't panik*, 2011.

montrent le contraire(9) : « J'aimerais voir brûler Panam (Paris), au napalm, sous les flammes, façon Vietnam, ses beaux quartiers, ses hôtels particuliers, ses musées édifices en pierre taillée, l'Assemblée et sans oublier Matignon et l'Élysée, donc je flirte avec le meurtre (...). J'ai envie de dégainer sur des faces de craie dompage (...) tu veux m'expulser, me retirer ma carte d'identité avec laquelle je me suis plusieurs fois torché... ».

À la suite des attentats du 13 novembre 2015 à Paris, de nombreux secteurs d'activité, tels celui des transports publics, du sport amateur, de l'éducation (10) ou de la sécurité, ont révélé des faits de radicalisation et de replis communautaires de longue date, que l'on ne voulait pas voir jusque-là.

UN SENTIMENT DE NON-APPARTENANCE

Il y a un siècle, le 2 août 1914, répondant à l'ordre de mobilisation générale, des Français de tous les territoires de la République partaient au front avec un sentiment de fierté et d'appartenance pour défendre la France, dans une terrible guerre qui durera quatre ans.

En février 2016, dans un film documentaire(11) tourné en banlieue parisienne, en classe de terminale d'un lycée, les réalisateurs du court-métrage demandent aux lycéens présents dans la classe, tous issus de l'immigration, lesquels sont de nationalité française. Tous lèvent la main. Les réalisateurs leur demandent ensuite quels sont ceux qui se sentent Français. Seulement deux élèves lèvent la main...

1914-2014 : que s'est-il passé en un siècle ? Où est passé le sentiment d'appartenance qui animait les conscrits partant au front, défendre la France, au sacrifice de leur vie ?

Aujourd'hui, de jeunes Français issus de tout le territoire de la République partent défendre une cause pour

(9) Groupe de rap *ministère Amer*, extrait de la chanson « Flirt avec le meurtre ».

(10) G. Bensoussan, *Les territoires perdus de la République*, Paris, Mille et une nuits, 2002. Livre à propos duquel la journaliste Natacha Polony écrivait le 26 mars 2012 sur *Figaro Blog*. *Invité, Éloge de la transmission* : « Il y a dix ans paraissait un livre, *Les Territoires perdus de la République* dans lequel des professeurs alertaient sur un climat qui commençait à les inquiéter. Ils expliquaient comment certains élèves contestaient de plus en plus violemment les cours d'histoire ou de biologie. Ils décriaient les importations récurrentes du conflit israélo-palestinien, les références à un Islam simpliste et littéraliste, coupé de son histoire et de ses évolutions, l'antisémitisme quotidien, agressif et assumé. Ils racontaient les comportements machistes de petits caïds pétris de leur toute-puissance. Un silence gêné accompagna la publication du livre. D'aucuns lui reprochèrent de ne pas assez insister sur le racisme anti-arabe et anti-noir, de ne pas jouer l'équilibre des victimes, de ne pas chercher d'excuses ».

(11) I. Weinstein-Steg, M. Ulad-Mohand, « Les Français c'est les autres », *France 2 Télévision*, février 2016.



laquelle la plupart sont prêts à mourir. Ils ont un sentiment d'appartenance mais il ne concerne pas la France, le pays où ils sont nés. Ils sont prêts à mourir, mais pas pour la France, et plutôt contre la France. Les causes qui animent une partie de cette génération seraient liées à un malaise sociétal, une impasse identitaire et/ou un repli communautaire. Elles révèlent aussi l'incubation d'un mal bien plus profond que l'apparence religieuse dont elles se parent. Ainsi, au-delà du sentiment d'appartenance ou de non-appartenance dans la société, le mouvement salafiste a mis en exergue d'importantes fissures du corps social qu'il ne cherche pas à colmater. Bien au contraire, il les exploite dans le but de fragiliser le lien social et d'aggraver le repli communautaire.

Outre les symptômes d'un profond malaise, la montée de ce phénomène inattendu et hybride, consubstantiel à une idéologie d'allure religieuse, a bousculé toutes les certitudes, toute la quiétude et tous les acquis auxquels nous étions habitués, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Il heurte de plein fouet les valeurs et fondements de la République. Cette idéologie tente de semer les germes de la division. Elle cherche à provoquer des antagonismes opposant deux modes de vie, de pensée et de croyances. Les principes de laïcité, de liberté, d'égalité et de fraternité sont remis en cause, au même titre que la théorie de l'évolution des espèces, l'égalité hommes-femmes ou la liberté de conscience.

Phénomène complexe, il happe des individus dont les motivations sont parfois aux antipodes les unes par rapport aux autres, tant leurs profils sont différents. À tel point que certains se sont demandé s'il s'agissait d'une radicalisation de l'Islam ou d'une islamisation de la radicalité et du mécontentement.

Pour les uns le phénomène serait strictement lié à un courant ultra-orthodoxe de l'Islam, depuis des siècles, bien connu sous le nom de salafisme. Pour d'autres, il s'agit au contraire de « l'habillage » pseudo-religieux, d'un phénomène révolutionnaire, déterminé à s'emparer du pouvoir par la force, en s'appuyant sur le mécontentement populaire, aux fins d'éradiquer toute autre forme de société. La faible culture religieuse des uns ou celle inexistante des autres laisse penser que les deux points de vue sont complémentaires et aussi pertinents l'un que l'autre. Il n'en demeure pas moins que le salafisme constitue un phénomène d'ampleur internationale. Les conflits relevant de la « djihadosphère » ne sont pas nouveaux. Depuis le début des années 80, des Français sont partis sur les divers théâtres de conflits. Mais ils étaient de l'ordre de quelques dizaines, en Bosnie-Herzégovine, en Tchétchénie ou en Afghanistan.

Actuellement, ils sont plusieurs milliers à vouloir servir la cause du djihadisme et plusieurs centaines ont réussi à s'enrôler dans ses rangs.

Cet engouement insoupçonné a commencé fin 2010, début 2011, dans le sillage des « Printemps Arabes ».

Une organisation terroriste très déterminée, nommée Daech (ou État islamique), a réussi progressivement à mobiliser et à fédérer des milliers de personnes, provenant des quatre coins de la planète, là où aucune autre organisation n'avait réussi.

Ce groupe extrémiste dispose de moyens financiers considérables et a acquis une assise territoriale à cheval sur deux pays, l'Irak et la Syrie. Il puise également sa force dans l'utilisation des nouvelles technologies de la communication, par sa propagande et par le recrutement de volontaires, via Internet et les réseaux sociaux, avec une redoutable efficacité, inédite jusque-là.

Véritable mécanique d'engrenage collectif, cette nouvelle forme de fanatisme a réussi à emporter dans sa spirale infernale aussi bien de jeunes diplômés, que des personnes fragiles ou vulnérables, des médecins, des ingénieurs et des enseignants que des délinquants ou des personnes atteintes de troubles psychiatriques. Il s'est révélé difficile de répondre efficacement à ce phénomène d'une grande complexité, en veillant à ne pas sombrer dans l'angélisme ou l'alarmisme, ni à stigmatiser tel ou tel en raison de ses convictions religieuses. La démarche demeure périlleuse. Tel un équilibriste, l'État de droit doit veiller à assurer la sécurité des Français, en évitant la surenchère sécuritaire des uns et le dilettantisme inconscient des autres, pour contrer et réduire l'influence de cette idéologie, présentée par ses commanditaires comme celle des opprimés.

CONCLUSION

François Saint-Bonnet rappelle que la France a déjà été confrontée dans le passé à des ennemis. Il évoque chronologiquement quatre formes d'agression : l'attaque d'un État étranger par un autre État étranger qui prit forme à partir du XVII^e siècle, les mouvements insurrectionnels ou de rébellion armée au XIX^e siècle ; ensuite, les factions ou partis politiques porteurs d'une idéologie tendant à renverser l'ordre établi au XX^e siècle ; enfin, au XXI^e siècle le terrorisme qui vise non pas à s'emparer du pouvoir mais à le détruire pour y substituer une domination théocratique. Si, comme le souligne cet auteur, « contre les trois premiers ennemis, l'État moderne a inventé des réponses politiques et juridiques dont l'efficacité variait selon les lieux et les circonstances, pour le djihadisme on ne les a pas encore trouvées ».(12)

(12) F. Saint-Bonnet, *A l'épreuve du terrorisme. Les pouvoirs de l'État*, Paris, Gallimard, Collection l'Esprit de la Cité, 2017, p. 98-99.





De nombreuses mesures et dispositions légales ou réglementaires ont été prises pour répondre à ce défi du XXI^e siècle.

Mais afin d'agir plus en profondeur, il est nécessaire d'approfondir la connaissance des origines de cette quête identitaire éffrénée des uns et des autres et celles de son corollaire, le repli communautaire.

Des travaux de recherches et de réflexion, actuellement en cours, portent sur les causes profondes d'adhésion au djihadisme, les effets de sa propagande, la justification de la violence et les moyens de sortir de cette violence extrême. Des chercheurs ont présenté au CNRS fin 2016, l'avancée de leurs travaux qui s'inscrivent dans le cadre

de l'appel à projets « CNRS-Attentats-Recherche », lancé par le président du CNRS, Alain Fuchs, le 18 novembre 2015. Les premiers résultats dans des domaines très variés, abordant notamment « les trajectoires de jeunes radicalisés », « la justification de la violence et l'identification au collectif », « les amalgames et discriminations contre les musulmans », « les traumatismes des victimes », « la propagande sur internet et le rôle des fictions (TV et films) », devraient nous permettre de comprendre davantage ce phénomène pour agir toujours plus efficacement contre lui le plus en amont possible. ■

